



## Assemblée européenne de sécurité et de défense Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

*Communiqué de presse n°37/2010*

### **UE-Afrique : un partenariat « d'égal à égal » pour le développement et la sécurité**

**Bruxelles, le 16 septembre 2010** - A l'occasion de la Présidence belge de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe occidentale, l'Assemblée européenne de sécurité et de défense / Assemblée de l'UEO organise, avec le soutien du Parlement fédéral belge, une conférence de haut niveau sur le thème « **UE-Afrique : un partenariat pour le développement et la sécurité** », les 15 et 16 septembre à la Chambre des représentants, à Bruxelles. De nombreux Présidents des parlements nationaux et autres parlementaires de pays européens et africains y débattent des questions liées au développement et à la sécurité avec des orateurs de premier plan, représentant des institutions de l'Union européenne et de l'Union africaine.

Les conclusions de cette conférence serviront de base à un rapport de la Commission politique de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense, qui sera présenté par le président et rapporteur de la Commission, **M. Piero FASSINO (Italie, Groupe socialiste)**. Le projet de recommandation politique, qui accompagnera ce rapport, sera voté lors de la prochaine session plénière de l'Assemblée qui se tiendra du mardi 30 novembre au jeudi 2 décembre à Paris, au Palais d'Iéna.

En ouvrant cette conférence de haut niveau, **M. André FLAHAUT**, Président de la Chambre des représentants de Belgique, a appelé à un véritable « partenariat d'égal à égal » entre l'UE et l'Afrique, tant au niveau des Etats que des individus et des collectivités locales. **M. Danny PIETERS**, Président du Sénat de Belgique, a souligné que les enseignements tirés de cette conférence seraient une solide préparation au troisième sommet Afrique-UE qui se tiendra en Libye les 29 et 30 novembre prochains. **M. Robert WALTER MP**, Président de l'AESD/Assemblée de l'UEO, a souhaité que cette initiative de l'AESD, en coopération avec la Présidence belge de l'UE/UEO, permette d'accroître le partenariat entre l'UE et l'Afrique pour le développement et la sécurité, en déployant notamment « côte à côte » des troupes européennes et africaines.

**M. Jean PING**, Président de la Commission de l'Union africaine (UA), a indiqué que l'UA disposait maintenant d'un organe clef, qui est le Conseil de paix et de sécurité (CPS). Cet organe œuvre activement à la prévention, à la gestion et au règlement des conflits, ainsi qu'à la création des conditions pour la reconstruction et le développement post-conflit. L'UA constitue la clé de voûte d'une architecture continentale de paix et de sécurité dont l'Afrique peut à juste titre être fière. M. PING a insisté sur l'attractivité de l'Afrique sur le plan économique. Par conséquent, « pourquoi l'Europe n'investit-elle pas plus en Afrique ? », s'est-il interrogé. Dans le domaine économique, la Chine est certes présente en Afrique mais pas plus qu'en Europe même.

**M. Aminu WAZIRI TAMBUNWAL**, parlant au nom de **M. Dimeji Sabur BANKOLE**, Président de la Chambre des représentants du Nigéria, a expliqué que « la démocratie avait ouvert de nouvelles perspectives à l'Afrique en ce qui concerne l'épanouissement de la personne humaine sur les plans spirituel, intellectuel et matériel. Et il est satisfaisant d'observer que les parlements africains tirent profit des possibilités offertes par la démocratie pour améliorer les conditions de vie de nos populations en s'appuyant sur des cadres législatifs qui favorisent le développement, la sécurité et la stabilité ».

**M. Charles MICHEL**, Ministre belge de la Coopération au développement, a rappelé le caractère privilégié des relations « durables et multiformes » entre l'Europe et l'Afrique. Le sort de nos deux continents est « indubitablement lié ». L'apparition de « nouveaux acteurs » sur la scène ne change rien à cet état de fait. « L'Europe partagera les fruits des progrès de l'Afrique ou subira les conséquences négatives de son déclin. Ce sont ces intérêts communs qui doivent nous guider dans notre action », a-t-il déclaré.

La première séance sur « Le partenariat stratégique Afrique-UE sur le développement – état actuel et perspectives » était présidée par **M. Herman DE CROO**, Ministre d'Etat, membre du Comité d'avis chargé des Questions européennes, ancien Président de la Chambre des représentants de Belgique.

**M. Peter KATJAVIVI** MP, Assemblée Nationale, Namibie, a pointé du doigt l'incontournable interdépendance entre trois piliers fondamentaux : « les droits de l'homme, la démocratie et le développement ».

**M. Charles GOERENS**, Parlementaire européen et ancien Président de l'Assemblée, a estimé que la recrudescence des conflits intra-nationaux en Afrique est liée à des problèmes de gouvernance. Il manque aussi une représentation appropriée de l'Afrique au niveau de la gouvernance mondiale. Il faudrait notamment donner deux sièges à l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies. Au sein du G20, l'Afrique est également sous-représentée, l'Afrique du Sud étant le seul pays africain présent à ce jour. En ce qui concerne le développement économique du continent africain, M. GOERENS a conseillé aux Africains, qui disposent de nombreux atouts, de s'appuyer de manière croissante sur la production « sur place » de produits manufacturés pour soutenir leur croissance économique.

**M. Fred KAPONDI** MP, Assemblée Nationale, Kenya, a déploré notamment le « dumping » des produits agricoles « subventionnés » provenant de l'Europe. Il a demandé à l'UE de faire porter ses efforts sur le « rééquilibrage des échanges économiques ». En ce qui concerne les problèmes de sécurité, il a cité l'exemple de la Somalie, où la situation se détériore de jour en jour, ce qui a un impact négatif majeur sur la sécurité mondiale.

**M. Manuel LOPEZ BLANCO**, Commission européenne, DG développement, s'est félicité des perspectives de croissance économique de l'Afrique et de sa meilleure « résilience » à la crise économique que d'autres pays dans le monde. Il a cependant souligné que de nombreux pays africains devaient encore renforcer leur gouvernance et leur lutte contre la corruption. L'UE soutient les efforts de développement économique de l'Afrique dans ses actions en matière de diversification et de création d'entreprises.

**Mgr Louis PORTELLA-MBUYU**, Evêque, Congo-Brazzaville, a souligné l'urgence du développement en Afrique pour atteindre les fameux « Objectifs du Millénaire ». Pour ce faire, il a notamment appelé à une « plus grande responsabilité fiscale et sociale des dirigeants africains ». Il faut, par exemple, continuer à augmenter la transparence des industries d'extraction. La « transparence » est une démarche fondamentale et urgente. Au niveau international, il est important d'aider la société civile à assumer pleinement ses responsabilités.

**M. Jean-Philippe STIJNS**, Centre de développement de l'OCDE, a constaté que le continent africain « avait connu une croissance de 2,5% en 2009, et qu'elle devrait atteindre 4,5% en 2010 et 5,2% en 2011 ». Pendant cette période de crise mondiale, certains facteurs de « résilience » révèlent de nouvelles forces en Afrique. « La gestion macro-économique s'améliore, l'inflation est désormais maîtrisée et l'équilibre budgétaire est meilleur grâce à l'allègement de la dette ». « Si le continent ne constituait qu'un seul pays, il n'aurait plus beaucoup besoin d'aide (assistance au développement) ». « Dans presque un tiers des pays africains, l'aide représente moins de 10% des impôts. C'est une très bonne nouvelle ». Mais il reste des défis à relever, notamment « la spécialisation croissante des pays africains en ce qui concerne la gamme des produits qu'ils exportent ».

**M. Damien HELLY**, Institut d'études de sécurité de l'UE, a souligné la diversité extrême de l'Afrique. Il a également constaté que les Etats membres de l'UE « gardent la main » sur leurs relations avec les pays africains. Au niveau multilatéral, les différences de « potentiels » entre pays africains doivent être prises en compte. Tout est donc affaire de compromis et de temps. « Remettons la différenciation, la transparence et le leadership au centre des relations Afrique-Europe », a-t-il proposé. On ne peut passer sous silence les trafics illicites de matières premières et d'armes. La transparence permet de combler le « vide de l'illicite » par « la responsabilité partagée », a-t-il souligné. « Sans leadership 'à l'écoute des forces de transformation' au sein de la société civile, il est impossible d'arriver à des résultats », a-t-il estimé.